

Communiqué aux cheminots

St denis, le 10 Janvier 2019

Ouverture à la concurrence du ferroviaire :

l'Etat (trop) pressé de donner subventions, matériel et personnels aux groupes privés !

Alors même que l'encre de la loi ferroviaire n'est pas encore sèche et que nombre de décrets ne sont pas encore parus, l'Etat (pré)annonce la mise en appel d'offres de deux lignes de trains d'équilibre du territoire ; Nantes/Lyon et Nantes/Bordeaux.



Sans doute pressé d'afficher qu'il est le gouvernement de la libéralisation du système ferroviaire, il annonce cette privatisation bien que la convention collective de la branche ferroviaire ne soit pas encore écrite. La Fédération SUD-Rail ne peut que dénoncer cette annonce précipitée qui vient, après les attaques du printemps, comme une humiliation supplémentaire pour les cheminots de la SNCF déjà en pleine

souffrance avec les conséquences de la loi ferroviaire et la politique antisociale menées par le président Pepy.

Matériels neufs, infrastructures rinnovées... il faut dire que rien ne sera trop beau pour l'entreprise qui récupérera le marché. Nous le dénonçons au printemps, l'ouverture à la concurrence voulue par le gouvernement Philippe, c'est purement et simplement l'annexion du bien public, des cheminots formés et des subventions d'exploitations par des grands groupes privés qui n'auront même pas à assumer les investissements lourds que nécessitent le ferroviaire !

IL EST ENCORE TEMPS D'ARRÊTER CETTE FOLIE DESTRUCTRICE ET DE DONNER LES MOYENS A UN VRAI SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE AU SERVICE DE LA PLANÈTE ET DES CITOYENS !